

Ce n'était pas non plus une guerre pour la démocratie. Le Koweït n'est pas une démocratie au sens où l'entendent les Canadiens; mais certains signes antérieurs au 2 août laissaient croire qu'il pouvait finir par en devenir une. Il est possible que les Canadiens n'adoptent pas le régime en place au Koweït, mais là n'est pas la question. La paix n'appartient pas exclusivement à ceux qui ont assez de chance pour vivre dans un régime démocratique. La paix est un droit universel, tandis que la violence est un mal universel. La Charte des Nations Unies et tout le droit international se fondent sur ces principes fondamentaux. Si les pays ne s'y conforment pas, il devient presque impossible de bâtir la démocratie.

Enfin, le Canada n'était pas en guerre pour défendre les intérêts des autres, pas plus que l'Australie, l'Argentine, la Syrie, le Sénégal, la Grande-Bretagne ou le Bangladesh, pas plus que les nombreux autres pays membres de la Coalition.

Le principe que nous défendons n'est pas étranger, mais canadien. C'est le principe selon lequel on ne peut tolérer que l'agression fasse partie de la politique d'un État. C'est pour ce principe que 100 000 Canadiens ont donné leur vie pendant les deux guerres mondiales et la Guerre de Corée. C'est ce principe qui a conduit les Canadiens à participer à la rédaction de la Charte des Nations Unies, il y a 46 ans, afin que ces sacrifices ne soient plus jamais nécessaires. C'est ce principe qu'ont défendu les 43 000 Casques bleus canadiens au nom des Nations Unies. C'est ce principe que proclament tous les pays, mais que trop peu défendent.

Voilà pourquoi nous sommes dans le Golfe. Non pas pour le pétrole, pour la démocratie, ou pour les autres, mais bien pour un principe que les Canadiens ont toujours défendu et dont ils ont besoin pour que règne un ordre garantissant leur sécurité et leur prospérité.

Ceux qui s'opposent à la guerre du Golfe font une association douteuse quand ils comparent le fait d'éviter la guerre et le maintien de l'ordre. Pourtant, l'ordre ne règne pas automatiquement sur le plan international, pas plus qu'à l'intérieur des frontières. L'ordre se fonde sur des principes qui doivent être défendus. Si ce n'était pas le cas, et qu'ils étaient impunément violés, il seraient vidés de leur sens. L'ordre deviendrait le désordre, et les pays dépendraient uniquement de leur richesse. L'ordre international ne serait rien d'autre qu'une hiérarchie des préséances.

Un contexte international semblable ne serait pas à l'avantage du Canada. Même si notre pays exerce une influence considérable, il n'est pas une superpuissance. Nous dépendons d'un ordre qui ne repose pas uniquement sur le pouvoir, mais qui